



Vu d'ailleurs en Suisse, Genève paraît souvent adopter des comportements politiques plus proches de la France que des autres cantons. (EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

# Genève fâche la Suisse entière

**PANDÉMIE** Le canton a fait cavalier seul en fermant ses commerces non essentiels, une décision contestée par la droite. Il réclame aussi davantage d'argent de Berne. Un comportement qui lasse ses voisins et la Confédération

LAURE LUGON ZUGRAVU

@LaureLugon

Décidément, Genève n'a pas son pareil pour agacer le reste du monde. En tout cas les cantons romands jusqu'à la Berne fédérale, pour être plus modeste. La précipitation du Conseil d'Etat genevois à fermer les restaurants et les commerces non essentiels puis à se tourner vers la Confédération pour quémander davantage passe mal. Sans aller jusqu'à ignorer la courtoisie intercantonale, les autres cantons latins ont à peine maugré, mais ils n'en pensent pas moins.

Le conseiller fédéral et ministre des Finances UDC Ueli Maurer, par contre, n'est pas homme à ménager les susceptibilités. Sauf celles de sa base évidemment, qui compte beaucoup de coronasceptiques, et qui a dû goûter son discours intransigeant de père la rigueur, mercredi, en conférence de presse. S'agissant de Genève en particulier et en réponse à une question sur le peu d'aides versées aux entreprises en train de sombrer, il a taclé le bout du lac sans aucun ménagement: «Genève possède d'excellentes entreprises et de très bons contribuables. Je ne suis pas ici pour donner des conseils. Mais Genève doit régler elle-même ses problèmes. Nous n'allons pas faire un régime particulier pour elle.» C'est limpide: Genève ne doit pas demander à la Confédération de financer des décisions que son Conseil d'Etat à prises. *Punkt Schluss.*

**«Ces petits millions sont un affront»**

Au vu du ton, la conseillère d'Etat Nathalie Fontanet devra déployer des trésors de persuasion pour obtenir davantage, comme elle a affirmé vouloir le faire. Car Genève estime qu'il faudra 90 millions de francs pour sauver les entreprises du canton. Selon le principe de financement paritaire, Berne devrait donc mettre 45 millions de sa poche. Très ambitieux. Car pour l'heure, avec les 200 millions que la Confédération va mettre sur la table, Genève n'ira pas loin, puisque le canton ne percevra que 13,8 millions. Et la rallongue promise par le grand argentier n'est pas encore chiffrée. Ce qui fait hurler Vincent Subilia, de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG): «Ces petits millions sont un affront. Genève a le plus grand nombre d'hôtels étoilés, et c'est un contributeur à la péréquation

financière intercantonale. La Confédération va devoir faire davantage.»

Le plan de sauvetage genevois ne représente en effet pas des *peanuts*. Le gouvernement a adopté trois projets de loi relatifs aux cas de rigueur, qui prévoient une aide financière à fonds perdu aux hôteliers, aux voyageurs et aux transporteurs professionnels de personnes, qui ont subi une perte de 60% de leur chiffre d'affaires. Cela vient s'ajouter à une aide décidée la semaine dernière pour l'événementiel, les forains et les magasins de souvenirs.

**«Genève doit régler elle-même ses problèmes. Nous n'allons pas faire un régime particulier pour elle»**

UELI MAURER, CONSEILLER FÉDÉRAL ET MINISTRE DES FINANCES UDC

Les lamentations genevoises pourraient ne pas toucher grand monde. Car les cantons voisins ont été échaudés par la décision de la République de fermer ses commerces et ses restaurants, les obligeant à faire peu ou prou pareil, devant la crainte d'un week-end chaotique. Les Vaudois voyaient en effet d'un œil circonspect leurs bistrotts et grandes surfaces pris d'assaut par des Genevois frustrés de sorties et d'emplètes. Après Neuchâtel, Fribourg et le Jura, Vaud a également fermé ses restaurants, lieux culturels et centres sportifs, mais a laissé ouverts ses commerces, après une pesée d'intérêts. Raison pour laquelle on sent tout de même un soupçon d'irritation sous la sobriété discrète des propos de la conseillère d'Etat Nuria Gorrite: «Chaque canton est compétent pour apprécier sa situation et souverain pour décréter les mesures qu'il estime nécessaires, même si une coordination entre cantons est toujours préférable pour une bonne compréhension des règles par la population.»

**«En quoi un petit magasin serait-il davantage un vecteur?»**

Dans le Jura, le ministre Jacques Gerber qui, avec ses deux casquettes de la Santé et de l'Economie, ne peut être soupçonné de faire le jeu de la seconde au détriment de la première, nourrit lui aussi des doutes: «En quoi un magasin qui accueille quelques clients avec des mesures de protection serait-il un vecteur plus significatif que Migros? Il faut être cohérent, alors qu'on prône de

consommer local, et que d'un point de vue sanitaire ce n'est pas justifiable. Ou alors, on ferme tout, y compris les écoles, ce que plus personne ne veut.» Le ministre jurassien dit aussi se sentir mal à l'aise avec la notion de biens de nécessité: «La culture ne serait donc pas nécessaire? Nous avons préféré décider en fonction des flux de population. Nos décisions ne sont pas parfaites, mais on tente d'être cohérent et équilibré en voyant les choses dans leur globalité.» Cela étant dit, il se montre compréhensif vis-à-vis de Genève et sa propension à faire cavalier seul, rappelant que chaque Conseil d'Etat a ses dynamiques, ses majorités, ses difficultés à convaincre.

Il est vrai que le gouvernement genevois a connu des heures plus glorieuses. Avec un ministre, Pierre Maudet, écarté des affaires et qui devra affronter son procès, un autre, Antonio Hodgers, absent pour cause d'hospitalisation, le collège, secoué par les conflits puis la crise sanitaire, n'est pas au mieux de sa forme. Cette faiblesse structurelle profite à Mauro Poggia, aux commandes de la Sécurité, de l'Emploi et de la Santé, qui a gagné le statut d'homme fort. Or, il doit composer avec une situation sanitaire alarmante, dont acte. Mais vu d'ailleurs en Suisse, Genève paraît souvent succomber à la tentation française: adopter des comportements politiques plus proches de ceux du grand voisin que du reste de la planète confédérée.

**«Chavannes Centre se réjouit du samedi à venir!»**

Cette décision de fermeture des commerces a aussi agacé à Genève. Singulièrement la droite, qui s'agite depuis plusieurs jours pour faire cesser ce qu'elle considère comme une ineptie pas même validée scientifiquement. Jeudi, le PLR a déposé une motion urgente réclamant au Conseil d'Etat de lever la fermeture de l'ensemble des commerces ainsi que des coiffeurs, esthéticiens et autres, pour autant qu'ils respectent un plan de protection. «On a fait une fois de plus du «Geneva finish», en allant au-delà de ce que la raison requiert, s'emporte Vincent Subilia. La différence avec Vaud, qui sait faire une pesée d'intérêts, est criante. D'ailleurs, Chavannes Centre se réjouit du samedi à venir!» Distorsion de concurrence, absence de coordination, s'indigne le PLR dans un communiqué en réclamant d'arrêter cette course en cavalier seul. L'occasion, pour l'UDC, de persifler le parti bourgeois, lui enjoignant de soutenir sa demande de session extraordinaire dédiée au covid et lui rappelant qu'il avait aussi déposé une motion en ce sens. Ni la deuxième vague, ni la remise au pas cuisante d'Ueli Maurer ne rétablira l'unité à Genève. ■